

3.9 Action santé employabilité

* Axe 3 : Parcours insertion emploi

**CONTEXTE**

L’accompagnement des Bénéficiaires du RSA vers l’emploi nécessite bien souvent de lever les freins périphériques à l’emploi.

Il est constaté de façon partagée avec les différents acteurs de l’emploi et du monde économique, la difficulté d’un certain nombre de candidats à l’embauche de conclure positivement leurs démarches, notamment pour les bénéficiaires du RSA. Les raisons de ce constat sont nombreuses. En effet, les conséquences psychologiques liées à une période de chômage peuvent avoir pour conséquence une perte de confiance en soi, perte d’estime de soi, stigmatisation, sentiment d’inutilisé, isolement social… autant de qualificatifs qui reflètent la spirale négative freinant le retour à l’emploi de notre public.

Parmi les publics bénéficiaires du RSA se trouvent des personnes dont la problématique de santé est le principal obstacle à l’insertion socio-professionnelle et qui renoncent parfois à toute démarche en ce sens.

L’action « Santé employabilité » devra se définir comme une étape d’insertion ou de réinsertion de personnes dont le processus de socialisation est fragilisé.

**PUBLIC CIBLE**

Les opérations proposées au travers ce dispositif s’adressent à des personnes éloignées de l’emploi, Bénéficiaires du revenu de solidarité active (BRSA) et/ou aux jeunes de moins de 26 ans en situation de précarité (maximum 20% de jeunes par action) résidant dans le Département du Pas de Calais, ou aux personnes ne percevant plus le Revenu de solidarité active mais toujours en parcours d’insertion du Département.

**CONTENU DU PROJET**

1. Finalité

L’accompagnement psychologique des bénéficiaires du RSA mis en œuvre devra permettre de relancer une démarche de soins indispensable et préalable à l’emploi. Il permettra de créer de « nouvelles conditions initiales » qui permettront de saisir les dispositifs d’insertion existants et d’impulser une dynamique qui favorise le retour à l’emploi.

1. Objectifs

Les bénéficiaires du RSA sont les populations les plus vulnérables devant faire face à de nombreuses contraintes qu’elles soient budgétaires, de logement, de mobilité… Le frein psychologique est alors un acteur important de renoncement à une implication dans les parcours d’insertion. Il s’agira donc de travailler sur la levée de ce frein qui se situe en amont de tous les autres afin de remettre les bénéficiaires en dynamique.

Les objectifs de cette action visent un cheminement vers l’emploi en :

* améliorant la prise en charge des publics ayant des freins à l’emploi du fait d’une problématique de santé psychologique notamment liée à la violence verbale ou physique ;
* amenant les bénéficiaires du RSA vers une démarche positive d’insertion et l’élaboration d’un plan d’action avec leur référent.

1. Phasage du projet

Il est laissé libre à chaque structure de présenter le phasage opérationnel qui lui semble le plus opportun. Ce dernier se doit néanmoins d’être réaliste au regard de la période de démarrage. Le projet devra recueillir au préalable l’avis d’opportunité et de faisabilité du Service Local Allocation Insertion territorialement compétent.

Le porteur proposera régulièrement au Service Local Allocation Insertion de la Maison du Département Solidarités (MDS/SLAI) du territoire des comités dont l’objet est le suivi de l’opération et en particulier des parcours d’insertion.

En tout état de cause, la démarche opérationnelle retenue ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi devront faire l’objet d’une description exhaustive dans les demandes.

1. Modalités d’accueil et de suivi

Chaque porteur de projet prendra soin de mobiliser des moyens humains et matériels adéquats à la conduite des opérations proposées ainsi qu’au suivi administratif et financier. Les moyens mobilisés devront faire l’objet d’une description exhaustive dans les demandes.

1. Résultat(s) attendu(s)

L’opérateur portant candidature devra répondre à l’ensemble des indicateurs tels que définis dans la rubrique « indicateurs d’évaluation ».

L’opérateur devra être en capacité de mesurer l’évolution du parcours du bénéficiaire de son entrée à la sortie avec un point intermédiaire.

**TERRITOIRE(S) CONCERNE(S)**

L’action se décline sur les 9 Maisons Département Solidarité (MDS) du Département du Pas-de-Calais soit l’Arrageois, l’Artois, l’Audomarois, le Boulonnais, le Calaisis, la Communaupôle de Lens Liévin, Hénin Carvin, le Montreuillois et le Ternois. L’opérateur travaillera en lien direct et étroit avec le/les Service(s) Local(-aux) Allocation Insertion du/des territoire(s) sur lequel(s) il interviendra.

**Porteurs de projets éligibles**

Ce dispositif s’adresse aux porteurs œuvrant dans le champ de l’insertion du territoire départemental afin de recueillir leurs propositions d’actions.

**DUREE ET FINANCEMENT**

1. Durée de l’Appel à projets

L’appel à projets est ouvert du 15/01/2025 au 14/02/2025.

Les candidatures devront être déposées puis validées dans le logiciel E partenaire, selon les modalités reprises dans l’appel à projets et dans les délais impartis. Passé la date de clôture de la session, la candidature ne pourra plus être déposée et prise en compte.

1. Durée du conventionnement

La durée de l’opération est fixée à 12 mois maximum.

1. Modalités de financement

Le Département du Pas-de-Calais participe au financement des charges directes et des charges indirectes, les modalités de financement s’organisent comme suit :

* charges directes : frais de personnel mettant en œuvre l’opération ;
* charges de fonctionnement : frais de déplacement du personnel mettant en œuvre l’opération le cas échéant ; frais de location de locaux nécessaires à la réalisation de l’opération ;
* charges indirectes : liées à l’opération dans la limite des 20% maximum du total des dépenses ci-dessus (hors prestation) engagées sur l’action.

1. Modalités de versement de la participation financière

Les modalités de versement de la participation financière s’organisent comme suit :

* une avance versée dès signature de la convention ;
* un solde sur production d’un bilan final dans les 3 mois suivants la fin d’exécution de l’opération.

**evaluation**

1. Bilan intermédiaire/suivi des opérations

Pendant la durée de l’opération, des comités de suivi trimestriels seront organisés avec à minima la présence obligatoire d’un représentant du Département territorialement compétent. Ce comité de suivi aura pour objectif d’échanger régulièrement sur la situation individuelle des personnes.

Un tableau de bord devra être complété « au fil de l’eau » et sera susceptible d’être demandé régulièrement par les services du Département, notamment à des fins statistiques. Dans tous les cas, il devra à minima être systématiquement transmis en amont de la tenue de chaque comité de suivi.

1. Bilan final

À l’issue de l’opération, un bilan final d’exécution sous forme dématérialisée dans E-partenaire sera à remettre au plus tard dans le mois qui suit la date de fin effective de la convention. Ce bilan final permettra notamment de vérifier l’atteinte des objectifs individuels et collectifs attendus.

Ce bilan final reprendra :

Sur le plan quantitatif et qualitatif : les feuilles d’émargements, le déroulement de l’action, les suites de parcours pour les participants, l’atteinte ou non des objectifs individuels et collectifs projetés dans le dossier, les liens avec les partenaires associés au projet.

Sur le plan financier : Seules les dépenses prévues dans le dossier de demande et effectivement encourues par le porteur du projet seront retenues.

Il revient au porteur de déterminer, dès la demande, les indicateurs pertinents au regard de la mise en œuvre des projets ainsi que de la progression des parcours et du développement de l’autonomie individuelle. Les indicateurs présents dans le dossier de demande, notamment concernant le niveau d’instruction, le sexe ou encore le niveau de formation devront *à minima* être renseignés de manière prévisionnelles et à l’issue de l’opération. Il en va de même pour le nombre et le taux de sorties dynamiques, qui devra être présenté, détaillé ainsi :

**SORTIES DYNAMIQUES =**

**Emplois durables**

*CDI*

*CDD de 6 mois et plus (hors contrat aidé)*

*Contrat de mission de 6 mois et plus*

*Création d’entreprise*

*Intégration dans la fonction publique*

+

**Emplois de transition**

*CDD de moins de 6 mois*

*Contrat de mission de moins de 6 mois*

*Contrat aidé conclu sous la forme d’un CDD*

+

**Sorties positives**

*Formation qualifiante ou poursuite de formation qualifiante*

*Embauche sur un emploi d’insertion par une (autre) SIAE*

*Autre sortie positive*

En ce qui concerne la nature des sorties, des pièces probantes (copie des contrats de travail, attestations de formation, *etc*.) devront être impérativement fournies lors du bilan afin que le Département puisse mesurer l’efficacité et l’efficience des dispositifs. Enfin, les suites de parcours vers une autre étape d’insertion pourront également être valorisées, de même que les actions ayant pour objet la résolution des freins périphériques à l’emploi (santé, mobilité, logement, *etc*.).

Les agents départementaux des services concernés examineront les dépenses déclarées dans ce bilan à l’occasion de contrôles de service fait, afin de déterminer les dépenses éligibles au regard des règles nationales et communautaires. Les dépenses déclarées devront correspondre à des dépenses effectivement supportées par le porteur de projet et justifiées par des factures acquittées ou des pièces comptables de valeur probante équivalente.

Les dépenses déclarées devront avoir été réalisées durant la période fixée dans la convention bilatérale établie entre les parties, avoir été acquittées à la date de transmission du bilan correspondant et être effectivement liées et nécessaires à la réalisation du projet.

Ces éléments seront formalisés sous forme dématérialisée dans E-partenaire par le biais :

* D’un bilan pédagogique destiné à retracer de manière détaillée et rédigée les différentes actions mises en œuvre en matière d’accompagnement technique et socioprofessionnel au cours de l’opération ;
* D’un bilan d’exécutionconsacré à l’aspect quantitatif et chiffré de l’opération (salaires, récapitulatif des dépenses, récapitulatif des ressources, sorties dynamiques).

1. Indicateurs d’évaluation

* nombre de participants accueillis, dont BRSA orientés et jeunes de moins de 26 ans ;
* nombre de femmes ;
* nombre de personnes en situation de handicap ;
* description du phasage, des méthodes et des outils d’accompagnement (individuel ou collectif) ;
* nombre d’entretien de suivis réalisés ;
* fréquence et composition des comités de pilotage.

Direction des Politiques d’Inclusion Durable : Olivia Cavolleau – 03 21 21 65 25

SLAI :

Service Local Allocation Insertion de l’Arrageois : Sandra Cuvillier - 03 21 15 56 39

Service Local Allocation Insertion de l’Artois : Cécile Bacquet – 03 21 56 88 55

Service Local Allocation Insertion de l’Audomarois : Hervé Leplat – 03 21 11 12 92

Service Local Allocation Insertion du Boulonnais : Christophe Nafre – 03 21 99 46 55

Service Local Allocation Insertion du Calaisis : Nathalie Lhomme - 03 21 00 01 96

Service Local Allocation Insertion d’Hénin-Carvin : Edwige Luczak – 03 91 83 80 00

Service Local Allocation Insertion de Lens-Liévin : Karine Crepel– 03 21 13 19 35

Service Local Allocation Insertion du Montreuillois : Hervé Vanwalleghem – 03 21 90 88 21

Service Local Allocation Insertion du Ternois : Delphine Quintin – 03 21 03 98 73